



PETR du Pays de Cocagne (Siren : 200053544)

FICHE SIGNALÉTIQUE BANATIC

Données générales

Nature juridique	Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)
Commune siège	Saint-Sulpice-la-Pointe
Arrondissement	Castres
Département	Tarn
Interdépartemental	non

Date de création

Date de création	27/07/2015
Date d'effet	03/08/2015

Organe délibérant

Mode de répartition des sièges	Nombre de sièges dépend de la population
Nom du président	M. Bernard CARAYON

Coordonnées du siège

Complément d'adresse du siège	Espace ressources
Numéro et libellé dans la voie	rond-point de gabor
Distribution spéciale	
Code postal - Ville	81370 SAINT SULPICE LA POINTE
Téléphone	05 63 41 89 12
Fax	
Courriel	contact@payscocagne.org
Site internet	

Profil financier

Mode de financement	Contributions budgétaires des membres
Bonification de la DGF	non
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	non
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	non
Autre taxe	non
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)	non
Autre redevance	non

Population

Population totale regroupée	67 724
-----------------------------	--------

Densité moyenne 65,66

Périmètres

Nombre total de membres : 3

- Dont 3 groupements membres :

Dept	Groupement (N° SIREN)	Nature jur.
81	CC du Lautrécois et du Pays d'Agout (200034056)	CC
81	CC du Sor et de l'Agout (248100158)	CC
81	CC Tarn-Agout (200034023)	CC

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 2

Compétences exercées par le groupement
Aménagement de l'espace
- Etudes et programmation <i>Elaborer un projet de territoire sur le périmètre du PETR</i>
Autres
- Autres <i>Contractualisation infrarégionale et infradépartementale des politiques de développement, d'aménagement et de solidarité entre les territoires. Contractualisation avec l'Etat, la région Midi-Pyrénées, le Département du Tarn, le Département de la Haute-Garonne et l'Union Européenne (notamment le GAL Leader, le Contrat Régional Unique). Mise en place de tout service d'ingénierie (technique et financière), outil ou mécanisme de mutualisation des moyens et services pour accompagner les diverses collectivités adhérentes</i>

Adhésion à des groupements

Pas d'adhésion à un groupement

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2019 - millésimée 2016)